

DIVISION DU COMMERCE
 Service des questions
 économiques mondiales

Berne, le 7 août 1978

Confidentiel

R A P P O R T

sur la 24e session du Comité exécutif
en session spéciale (CES) de l'OCDE
 (Paris, 18 juillet 1978)

EE 753.4.1.4 - Py/An/md

Ordre du jour

1. Comité Plénier créé en application de la Résolution 32/174 de l'Assemblée générale des Nations Unies
2. Résultats du Sommet de Bonn
3. Travaux futurs du Comité exécutif en session spéciale

* * *

Président : M. P.R. Jolles, Ambassadeur, Directeur de la
 Division du commerce

Délégation suisse:

Représentants MM. Marcel Heimo, Ambassadeur, Directeur, Direction
 de la Coopération au Développement
 et de l'aide humanitaire, DPF
 (pour point 1)

Arthur Dunkel, Délégué du Conseil fédéral aux
 accords commerciaux, Division
 du commerce

Conseillers Eric Roethlisberger, Division du commerce
 Pierre-Louis Girard, Division du commerce
 David de Pury, Service économique et financier, DPF
 Paul Aenishänslin, Division du commerce
 Dieter Chenaux-Repond }
 Oscar Zosso } Délégation suisse près l'OCDE
 Gregor Kündig }

1. Comité Plénier (CP) créé en application de la Résolution 32/174 de l'Assemblée générale des Nations Unies

1.1. Résumé: A l'issue des débats, le Président Jolles en a donné le résumé suivant:

- a) Tous les membres du CES sont de l'avis, avec plus ou moins d'enthousiasme, que l'effort entrepris pour sortir le CP de l'impasse devrait être poursuivi. Il s'agit de maintenir la crédibilité de la déclaration des Ministres de l'OCDE à ce sujet.
- b) La base de cet effort devrait être le mandat agréé du CP et la réalisation d'un meilleur équilibre entre les quatre fonctions du CP:
 - 1) le "overseeing" et le "monitoring" de l'application des décisions et accords relatifs au Nouvel ordre économique international;
 - 2) l'impulsion donnée à la recherche de solutions aux difficultés dans les négociations Nord-Sud;
 - 3) servir de forum pour faciliter et accélérer la conclusion d'accords sur des points controversés;
 - 4) l'échange de vues sur les problèmes économiques globaux et sur les priorités.

Comment donner un contenu acceptable à ce mandat ? Tous sont d'accord pour rechercher des formules qui permettraient de réaliser des progrès à long terme.

- c) L'unanimité s'est faite sur ce qu'il faudrait éviter: la négociation de textes "onusiens" du type de celui négocié en mai.

Les membres du CES ont été moins explicites sur ce qu'ils souhaitaient, notamment quant au degré d'engagement qui pourrait être accepté dans le cadre des textes du CP. Certains ont plaidé en faveur d'engagements assez fermes, à savoir des déclarations d'intention impliquant des engagements politiques des gouvernements. D'autres s'y sont opposés, estimant que les gouvernements devraient se réserver les engagements importants pour d'autres échéances (CNUCED V, négociation sur le Fonds Commun, etc.).

Un moyen terme entre les deux positions pourrait être de préparer au sein du CP la prise d'engagements dans d'autres enceintes. On revient ainsi à la proposition américaine,

formulée à l'ECOSOC par l'Ambassadeur Young, qui a reçu, au sein du CES, un appui unanime bien que nuancé. La proposition américaine part de l'idée que le CP peut avoir de l'influence sur les politiques nationales en favorisant entre responsables venant des capitales des discussions approfondies. Il s'agirait d'un processus de persuasion réciproque qui doit jouer dans les deux sens. C'est ainsi que l'on pourrait arriver à ce que Jazairi a appelé une "percée conceptuelle".

- d) Le CP ne doit pas conduire à une discussion entre blocs. Le Canada a plus particulièrement insisté là-dessus. Les prises de position devraient demeurer individuelles pour introduire un élément de flexibilité et de différenciation dans le dialogue. Il n'en est pas moins souhaitable que les pays occidentaux aient entre eux des échanges de vues préalables. Cela sans toutefois qu'un effort de parvenir à une approche commune ne soit entrepris.
- e) Quant au choix des thèmes à aborder au CP, tous sont de l'avis qu'une certaine sélectivité serait souhaitable. Les thèmes devraient être suffisamment spécifiques pour permettre sur certains d'entre eux une réappréciation des positions. La spécificité ne devrait toutefois pas être trop grande, de manière à garder de la flexibilité. Les thèmes retenus devraient donc être formulés de manière relativement large avec, à l'intérieur, des sous-chapitres plus spécifiques. Tous sont d'accord, en ce qui concerne la session de septembre, de se baser sur l'ordre du jour d'ores et déjà accepté.
- f) Le problème du rapport entre les travaux du CP et les travaux d'autres enceintes est délicat. La notion même d'un "overview committee" implique que tous les sujets peuvent y être abordés. Nombre d'hésitations existent pourtant encore en raison des risques de conflit entre les enceintes. Il serait, par exemple, délicat de traiter au CP de questions actuellement à l'avant-plan à la CNUCED, les équipes n'étant pas les mêmes. Une réflexion est encore nécessaire à ce sujet.
- g) Problèmes immédiats:

La rencontre informelle qui aura lieu le 20 juillet à Genève sous la présidence de M. Jazairi devrait être utilisée pour expliquer une nouvelle fois la conception des pays industrialisés sur le rôle du CP. Il faudrait en particulier tâcher de persuader Jazairi de rédiger lui-même les conclusions des sessions du CP, cela de façon acceptable pour tous. Il s'agirait par ailleurs d'éviter de se laisser entraîner dans une discussion de thèmes spécifiques. Les positions quant au choix de thèmes prioritaires ne sont,

- 4 -

à ce stade, pas suffisamment convergentes. Un certain appui a été donné aux thèmes proposés par les Américains (financement des coûts locaux, financement accru dans les secteurs de l'énergie et de l'alimentation).

La date du 5 septembre pour le début de la prochaine session du CP n'est pas considérée comme sacrée. Les pays de l'OCDE ne désirent toutefois pas prendre d'initiative en vue d'une modification de cette date.

Quant au niveau de la représentation, il devrait se situer à celui des hauts fonctionnaires responsables venus des capitales. Des démarches bilatérales devraient être entreprises afin de persuader les pvd de relever le niveau de leur représentation par rapport à mai dernier, ce qui présuppose de la part des pays de l'OCDE l'envoi à New York, en septembre, de représentants des capitales.

- h) La suggestion a été faite d'envisager de tenir des sessions du CP en dehors de New York, cela afin de sortir quelque peu du contexte onusien et afin de faciliter l'envoi par les pvd de représentants des capitales.
- i) En raison du fait que la discussion au sein du CES n'a pas abouti à des conclusions claires sur les points de substance, des échanges de vues supplémentaires au sein d'un groupe de "alternates" du CES pourraient s'avérer utiles avant le 5 septembre, soit fin juillet, soit fin août. Le secrétaire général ou le président convoqueront cette réunion.

1.2. Parmi les interventions faites au cours de la réunion, il convient de retenir les suivantes:

M. Hormats (USA) expose brièvement la proposition américaine faite par l'Ambassadeur Young devant l'ECOSOC à Genève. Cette proposition a pour but d'éviter de faire du CP un forum de négociation pour en faire un lieu d'échange de vues et de réflexion au niveau des responsables venus des capitales. Cette fonction du CP ne peut toutefois être rendue crédible que si elle aboutit, du côté de tous les pays membres, à une réappréciation des positions nationales dans certains secteurs. A titre d'exemple de tels secteurs, qui devraient faire l'objet d'un approfondissement au CP, Hormats cite le financement des coûts locaux et le financement accru en matière d'énergie et d'alimentation. Les éventuels résultats de ce processus de "réappréciation" feraient surface au sein des organisations spécialisées et ne devraient pas obligatoirement "remonter" au CP.

- 5 -

Pour M. Johnstone (Canada), il est important que les progrès accomplis par le CP - donc par exemple des sujets sur lesquels des engagements de réappréciation seraient pris - ne soient pas définis en termes de concessions de blocs ou de groupes, mais de façon différenciée. L'énergie serait, pour M. Johnstone, un bon sujet pour le CP.

Le délégué japonais (Hirahara) apporte son soutien à la proposition américaine, tout en insistant sur le contact qui devrait s'établir au CP entre "policy-makers".

Parlant pour la CEE, le délégué de la RFA (Mathias) commente brièvement la proposition américaine sur la base d'une discussion intracommunautaire qui vient d'avoir lieu à Bruxelles. La CEE désirerait également éviter toute négociation au sein du CP. A cet égard, la proposition américaine se rapproche toutefois, selon Mathias, un peu trop de la zone dangereuse de la négociation.

Pour le délégué du Royaume-Uni (Butler), les Etats-Unis ont raison d'insister sur l'influence que peut avoir sur les politiques nationales une discussion approfondie entre responsables. Si le Royaume-Uni a modifié sa politique en matière de crédits d'aide aux pvd les plus pauvres, c'est bien à cause de l'impact qu'ont eu les longues discussions de la CCEI. Butler soutient par ailleurs la proposition américaine d'évoquer les problèmes énergétiques au CP.

Le délégué de la Belgique (Groothaert) demande que le CP donne aux 77 l'occasion de réagir aux conceptions des pays occidentaux et pas uniquement l'inverse. Du côté des pays industrialisés, il s'agirait par ailleurs de débloquer la négociation sur le Fonds commun. Parmi les sujets à aborder au CP, M. Groothaert mentionne encore l'énergie et les investissements dans les secteurs d'un intérêt commun.

Pour l'Autriche (Nussbaumer), il est important que le CP réussisse à entraîner le dialogue Nord-Sud vers une approche différenciée pays par pays et cas par cas.

Les Pays-Bas (Posthumus Meyjes) soutiennent l'approche américaine. Les Néerlandais sont toutefois de l'avis que les sujets traités au niveau du CP devraient être plus vastes que ceux mentionnés par les USA (notamment le financement des coûts locaux). Le sujet du transfert de ressources vers les pvd se prête particulièrement bien à une discussion au CP. Le sujet de l'énergie est un sujet dangereux pour le CP à un moment où les pays de l'OPEP ont moins envie que jamais de discuter de problèmes d'offre et de demande de pétrole et où les pays occidentaux ne sont pas dans la meilleure position pour aborder ces sujets. L'énergie devrait être abordée par le biais des investissements énergétiques dans les pvd et du développement des ressources énergétiques propres des pvd.

- 6 -

La Norvège (Stoltenberg) accepte la proposition de procédure américaine. Elle estime toutefois que les Américains ne sont pas assez ambitieux quant à la substance: il faudra aborder au CP le transfert de ressources, le programme intégré et la technologie. En septembre, il faudra traiter tous les sujets à l'ordre du jour, notamment l'agriculture et l'industrialisation.

L'Italie (Jacoangeli) propose comme sujets pour le CP l'énergie, le financement des coûts locaux, le développement agricole, le transfert de ressources et l'industrialisation.

Le sujet de l'énergie est également proposé par le Danemark (Korsbaek) et l'Espagne (Chavarri). L'Espagne y ajoute l'infrastructure et le Fonds commun.

Le délégué suisse (Heimo) demande que les propositions de procédure qui seront soumises au G-77, la proposition américaine plus particulièrement, le soient assorties d'une première réflexion de substance. Ce n'est en effet qu'en ouvrant des perspectives de progrès sur le fond que l'on parviendra à se mettre d'accord sur la procédure. Le sujet qui se prêterait particulièrement bien à une réflexion au sein du CP serait, de par son caractère global, le transfert des ressources, sous toutes ses formes (y compris le commerce) vers les pvd. Ne serait-il pas possible de mettre sur pied un texte d'ici à la prochaine session qui s'inspirerait des idées exprimées à la session de mai sur un "système de coopération financière internationale" et sur un transfert dit massif de ressources? Certains passages du récent communiqué ministériel de l'OCDE appellent d'ailleurs de la part des pays occidentaux une action de "follow-up" dans le domaine plus particulièrement des investissements dans les pvd, dans les secteurs de l'énergie, de la production alimentaire, des matières premières et de l'infrastructure. Il serait souhaitable qu'en septembre un lien soit établi entre le sujet du transfert de ressources (investissements) et les sujets de l'alimentation et de l'agriculture.

Le délégué de la Suède (Nordenfalk) approuve la proposition américaine, tout en se demandant si elle va suffisamment loin. L'élaboration de conclusions agréées est inévitable et d'ailleurs nécessaire. En septembre, il s'agira de faire des progrès en matière de transfert de ressources, plus particulièrement en ce qui concerne la relation entre l'APD et les autres flux, le cofinancement, la "maturity structure" des crédits (endettement) et l'accroissement des flux dirigés vers des secteurs spécifiques (énergie, agriculture). Le CP devra également aborder en profondeur le sujet de l'agriculture et de l'industrialisation.

- 7 -

Le délégué de la France (Froment-Meurice) est pessimiste quant à l'avenir du CP. Il doute que la proposition américaine ait des chances d'être acceptée. Il craint que le CP finisse comme toutes les institutions de l'ONU, par des "batailles de textes". Froment-Meurice ne pense pas que les pays occidentaux vont prendre des engagements importants au CP. Ils se les réserveront pour ailleurs (CNUCED, 8ème Session spéciale de l'Assemblée générale, FAO, ONUDI, etc.). Il faudrait tout de même essayer d'utiliser le CP pour préparer une percée conceptuelle qui pourrait se réaliser soit à la CNUCED V, soit à la 8ème Session spéciale de l'Assemblée générale.

Madame Steeg (RFA) désirerait surtout éviter que le CP se mêle du Fonds commun. Elle est d'accord d'aborder au CP l'énergie et les sujets cités par les USA. Elle demande enfin aux membres de l'OCDE d'éviter de proposer pêle-mêle toute une série de sujets aux pvd et de susciter ainsi de faux espoirs.

Le délégué du Canada indique que le Canada va intervenir bilatéralement auprès de quelques gouvernements du G-77 en vue d'une représentation par des fonctionnaires venus des capitales en septembre à New York.

M. Stoltenberg revient sur le sujet du Fonds commun. Il trouverait normal que le CP aborde ce sujet parallèlement à la CNUCED. Il serait facile de coordonner les travaux de New York et de Genève. Stoltenberg lance enfin l'idée d'un changement de lieu de réunion du CP, après la session de septembre. Le CP pourrait se réunir dans une capitale de pvd. De cette manière, il attirerait peut-être à ses sessions des responsables des capitales.

M. Butler est prêt, comme le représentant du Canada, à intervenir auprès des capitales de quelques pvd pour que ceux-ci se fassent représenter à haut niveau en septembre. Butler approuve également l'idée d'éloigner le CP de New York. Il est, enfin, opposé à une discussion au CP sur le Fonds commun.

M. Cooper (USA) constate que la proposition américaine rencontre une large approbation. Il ajoute que celle-ci est incompatible avec le choix de sujets vastes, désiré par certains pays (NL par ex.). Seul un sujet bien délimité peut faire l'objet d'un engagement de "reappraisal". Cooper s'oppose par ailleurs à une discussion du Fonds commun au CP, ne serait-ce que pour éviter d'exciter inutilement la rivalité entre les 77 de Genève et les 77 de New York. Il apporte son soutien à l'éloignement du CP de New York après la session de septembre.

M. Caspari (Commission CE) doute qu'il soit possible d'éviter de parler du Fonds commun ou des MTN à New York.

2. Ergebnisse des Bonner Gipfels

Die 24. Session des CES war mit Bedacht auf den 18. Juli, d.h. gerade anschliessend an den 4. Gipfel der sieben grössten westlichen Wirtschaftsmächte in Bonn, angesetzt worden, um eine frühe Unterrichtung der anderen OECD-Länder durch die Gipfelteilnehmer zu ermöglichen. Es erstaunte deshalb nicht, dass an diesem CES eine regelrechte Nach-Gipfel-Atmosphäre herrschte, indem am Morgen die Schlusserklärung von Bonn von vielen Delegationen eifrig studiert und kommentiert wurde. Mit ebensolchem Interesse wurde die am späten Nachmittag stattgefundene Aussprache über die Ergebnisse des Bonner Gipfels verfolgt, an welcher einige anwesende Gipfel-Delegationsmitglieder aus den USA, der Bundesrepublik Deutschland, dem UK und Kanada, sichtlich müde, aber zufrieden, Auskunft über ihre Eindrücke von Bonn gaben.

Als Vertreterin des Gastlandes des Gipfels war es Ministerialdirektorin Steeg vorbehalten, die Diskussion zu eröffnen. Sie wies auf die wichtigsten Passagen der Schlusserklärung hin und unterstrich vor allem, dass im Bewusstsein der gegenseitigen Interdependenz mehrere Länder (darunter die BRD) Verpflichtungen übernommen hätten, die sie aus rein binnenwirtschaftlicher Sicht nicht akzeptiert hätten. Die sieben Gipfelländer seien sich aber ihrer gemeinsamen Verantwortung für die Weltwirtschaft bewusst gewesen und der daraus erwachsenen Pflicht für jeden Teilnehmer, einen Teil der Lasten einer konzertierten Aktion zu übernehmen ("burden sharing"). So werden die BRD und Japan ihr Wachstum steigern und Japan wird zudem die Importe erhöhen und die Exporte zügeln. Die USA werden die Inflationsbekämpfung in den Mittelpunkt ihrer Wirtschaftspolitik stellen und sie haben ferner im Energiekapitel (Drosselung der Erdöleinfuhren, Anhebung der amerikanischen Oelpreise auf Weltmarktniveau usw.) gewichtige Verpflichtungen übernommen. Im Handelskapitel der Schlusserklärung ist das gemeinsame Bekenntnis gegen den Protektionismus und die Willensbezeugung, die Genfer GATT-Verhandlungen bis zum 15. Dezember 1978 abzuschliessen, hervorzuheben. Im Entwicklungskapitel sticht die japanische Absichtserklärung, seine öffentliche Entwicklungshilfe innert drei Jahren zu verdoppeln, hervor. Das monetäre Kapitel fand Frau Steeg etwas kurz geraten, doch sei alles wesentliche darin zu finden. Alles in allem ging die Rednerin mit Staats-

- 9 -

präsident Giscard d'Estaing einig, das Ergebnis des Gipfels habe die Erwartungen übertroffen. Dass sich die Regierungschefs zusammenfinden und in einer sachlichen Atmosphäre die Weltwirtschaftsprobleme und ihre in Sachfragen bestehenden Meinungs-differenzen besprechen, und dabei - wie schon gesagt - über eine rein binnenwirtschaftliche Betrachtungsweise hinauswachsen, fand Frau Steeg Grund genug zu sein, um den Gipfel als Erfolg zu werten.

Cooper meinte, die OECD habe allen Grund, über das Gipfel-Ergebnis befriedigt zu sein, denn in wichtigen Bereichen (konzertierte Aktion zur Wirtschaftsbelebung, Trade pledge, positive Strukturanpassungspolitik, Energiebereich) hätten sich die Gipfelländer von den Arbeiten der OECD inspirieren lassen. Der OECD sei zu gratulieren für ihre gute Arbeit im Vorfeld des Gipfels und letzterer habe auch für die Organisation neue Aufgaben (Energie- und Investitionsbereich u.a.) vorgesehen.

Später zur Reaktion der USA in Bonn auf die europäischen Währungspläne befragt, erklärte Cooper, dass diese im Einklang ständen mit der seit 20 Jahren verfolgten Politik europäischer Integration, welche von den USA grundsätzlich befürwortet werde. Allerdings werde im Detail zu prüfen sein, wie sich ein europäischer Währungsverbund auf die Weltwirtschaftslage, die Stellung des IMF und die Rolle des Dollars auswirken würde.

Von Schweden befragt, was Ziffer 20 der Schlusserklärung ("United States is firmly committed to improve its exports performance ...") im Klartext heisse, meinte Cooper, dass zur Zeit verschiedene Massnahmen geprüft würden, um das beängstigende Ungleichgewicht in der Handelsbilanz zu verringern. So glauben die USA, dass der Wettlauf der Industriestaaten in der Exportfinanzierung wirkungsvoller eingeschränkt werden sollte. Ferner prüfen die USA Massnahmen für die Verbesserung ihrer Exportfinanzierungsfazilitäten und glauben, vielen US-Firmen fehle angesichts des riesigen Binnenmarktes die notwendige "export mindedness".

Kanada beglückwünschte ebenfalls die OECD, ihre Wachstumsstrategie zum Gipfel beigesteuert zu haben. Er erklärte sich positiv überrascht von Bonn und er hielt das Treffen für konstruktiv.

Japan glaubte auch, die OECD habe mit ihren Arbeiten die eigentliche Grundlage für den Gipfelerfolg gelegt. Nur mit der Bekämpfung der Luftpiraterie sei den Regierungschefs etwas Neues eingefallen...

- 10 -

Butler (UK) hingegen war der Meinung, Bonn habe doch neue Dimensionen aufgezeigt: jeder Gipfelteilnehmer habe für das gemeinsame Wohl eine individuelle Beitragsleistung beigesteuert. Ohne den Gipfel würde die Situation schlechter sein, da die (fundamentalen) Meinungsunterschiede zwischen den wichtigsten OECD-Ländern noch prononcierter wären. Der Gipfel habe auch die Lektion erteilt, dass spezifische Massnahmen statt einer nur allgemeinen Diagnose nötig seien.

Der Präsident lobte am Schluss der einstündigen Aussprache, die noch andere kleinere Punkte berührt hatte, die offene und kooperative Atmosphäre, in der die Gipfelländer die Fragen der übrigen OECD-Staaten beantwortet hätten.

3. Künftige Arbeiten des CES

Der Generalsekretär skizzierte einleitend drei Schwerpunkte für die künftigen Arbeiten des CES: die Nord-Süd-Beziehungen ("Management of Interdependence"; Follow-up der OECD-Ministerkonferenz vom Juni; weiteres Studium des NIC-Phänomens (Auf-tauchen neuer Industrieländer), die Ost-West-Wirtschaftsbeziehungen und Studium neuer horizontaler, in mehrere Sachbereiche eingreifender und die OECD-Länder beschäftigender Probleme (wie Notwendigkeit positiver Strukturanpassung), wozu nach dem Präsidenten auch Rohstoff-Fragen und die Investitionsförderung u.a. zu zählen sind.

Wirtschaftsberater Marris ergänzte diese Ausführung durch den Hinweis auf die in der OECD im Gang befindlichen Arbeiten über die NIC (Expertentreffen im Herbst geplant aufgrund revidierter Studie über dieses aktuelle Thema). Ferner entwickelte Marris ein Konzept, analog zu dem vom OECD-Rat später in der Woche weitgehend gutgeheissenen Vorschlag, wie im Rahmen der Organisation, gemäss Auftrag der OECD-Ministerkonferenz vom Juni, die Arbeiten über die positive Strukturanpassung zu vertiefen wären. Marris hielt es für zu früh, über eine diesbezügliche Rolle des CES zu spekulieren.

Der australische Delegierte wandte sich dagegen, interessante Themen wie die Strukturanpassung vom OECD-Rat (wo es seiner Ansicht nach hingehört) in das CES zu verlagern. Das CES sei vor allem dazu da, einen "high level push" zu verabreichen für Fragen, die in den bestehenden Komitees blockiert seien.

Der Präsident warf die Grundsatzfrage auf, ob das CES nicht Gefahr laufe, sich zu sehr mit Nord-Süd-Problemen zu befassen, obschon andere prioritäre Themen (wie Ost-West-Beziehungen) auch mit Gewinn in ihm diskutiert werden könnten. Als Echo darauf meinte später der Vertreter Dänemarks, er sei erstaunt gewesen, welche geringe Rolle das CES im ersten Halbjahr 1978 in der Erarbeitung der konzertierten Strategie der OECD gespielt habe.

- 11 -

Butler glaubte, sowohl die Ost-West-Wirtschaftsbeziehungen als auch die NIC könnten interessante Themen für das CES abgeben. Bestimmt wäre es ein Fehler, das CES primär zu einem Nord-Süd-Komitee zu machen.

Die USA hielten das Hauptverdienst des CES darin zu ermöglichen, "to touch base with people from capitals". Das CES könne Themen aufgreifen, welche die Kompetenz einzelner Komitees, beispielsweise des DAC, sprengten.

Frau Steeg hielt die Flexibilität des CES auch für äusserst wertvoll. Typisch dafür erschien ihr die Investitionsfrage, in der das CES den Kurs künftiger Arbeiten bestimmen könne. Die positive Strukturanpassung hielt Frau Steeg für ein Thema, das vor allem vom wirtschaftspolitischen Ausschuss (EPC) zu bearbeiten wäre.

Schweden wies darauf hin, dass das CES das wichtige Problem der positiven Strukturanpassung zuerst behandelt habe und dafür also als "home base" gelten könne. Oesterreich begrüsst die Möglichkeit einer Aussprache im CES über die Ost-West-Wirtschaftsbeziehungen. Eldin (Sekretariat) glaubte, dass allein das CES in der Lage wäre, die in ca. 30 Komitees und Arbeitsgruppen der OECD laufenden Arbeiten über die NIC zu koordinieren.

Der Präsident erachtete es als schwierig, nach dieser Diskussion definitive Schlussfolgerungen zu ziehen und stellte in Aussicht, dass er in Zusammenarbeit mit dem OECD Generalsekretär die Tagesordnung des nächsten CES bestimmen würde.

4. Die nächste Session des CES wurde, vorbehältlich der Bestätigung durch das Sekretariat, auf den 23./24. Oktober 1978 anberaumt.

* * *



Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement

HANDELSABTEILUNG

Département fédéral de l'économie publique

DIVISION DU COMMERCE

3003 BERN, den 7. August 1978

BERNE, le

21	PY	101	113	18.8
14.8				
2W	h	R	17	18.8
EPD	11.08.78	15		
Ref	S.C. 41.780.2.28			

An die Schweizerischen Botschaften in:

Vertraulich

Canberra	Ottawa
Brüssel	Luxemburg
Kopenhagen	Wellington
Köln	Den Haag
Helsinki	Oslo
Paris	Wien
Athen	Lissabon
London	Stockholm
Dublin	Madrid
Rom	Ankara
Tokio	Washington

Ständige Beobachtermission der Schweiz
bei den Vereinten Nationen, New YorkSchweizerische Mission bei den
Europäischen Gemeinschaften, BrüsselSchweizerische Delegation bei
der OECD, Paris (2)Schweizerische Delegation bei der EFTA
und beim GATT, GenfStändige Mission der Schweiz bei den
internationalen Organisationen in GenfStändiger Vertreter der Schweiz beim
Europarat, Strassburg

Schweizerisches Generalkonsulat, New York

Schweizerisches Generalkonsulat, Frankfurt

Schweizerisches Generalkonsulat, Mailand

EE.753.4.1.4 - An/md
OECD/CES: 24. Session

Herr Botschafter,
Herr Generalkonsul,

In der Beilage lassen wir Ihnen unseren internen Bericht über
die 24. Session des Exekutivkomitees in Sondersession (CES) der
OECD zukommen, welche am 18. Juli 1978 stattgefunden hat.

- 2 -

Den Hauptteil der Sitzung beanspruchte das erste Traktandum, das dem mit UNO-Resolution 32/174 geschaffenen Plenarkomitee (Overview Committee bzw. Comité plénier (CP)) gewidmet war. Die Mitglieder des CES waren der Ansicht, dass die bislang unternommenen Anstrengungen zwecks Ueberwindung des Grabens, den die Industrie- und Entwicklungsländer in ihren Auffassungen über Funktion und Arbeitsweise des Plenarkomitees trennt, weiterzuführen sind. Die OECD-Länder halten jedoch an ihrer Ansicht fest, dass das CP ein Forum des konstruktiven Dialogs, nicht aber eigentlicher Sachverhandlungen, welche den spezialisierten Organen der UNO vorbehalten bleiben, bilden soll.

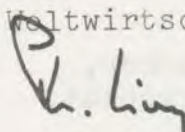
Das auf Vorschlag des Präsidenten zu Sitzungsbeginn eingeschobenen zweite Traktandum - Ergebnisse des Bonner Gipfels - gab den übrigen OECD-Ländern die willkommene Gelegenheit, massgeblichen Gipfelländern Fragen zu stellen über einzelne Passagen der Bonner Schlusserklärung und aus erster Hand eine zusammenfassende Bewertung des eben zu Ende gegangenen Grossereignisses zu erhalten. Die Erklärung von Frau Steeg (BRD), Cooper (USA), Butler (USA) und Johnstone (Kanada), die allesamt in den Gipfeldelegationen ihrer Länder figuriert hatten, liessen eine positive Beurteilung der Resultate von Bonn erkennen, allerdings auf dem Boden eines nüchternen Realismus. Mit besonderem Nachdruck wurde die wichtige Rolle der OECD in der Gipfelvorbereitung hervorgehoben.

Der dritte Tagungspunkt bildete eine Aussprache über die künftigen Arbeiten des CES. Als Themen wurden genannt das Problem positiver Sturkturanpassung in den OECD-Ländern, das Phänomen neuer Industrieländer (NIC), die Ost-West-Wirtschaftsbeziehungen und Nord-Süd-Fragen (die in der Vergangenheit jedoch das CES eher zu ausschliesslich in Anspruch genommen haben). Der Präsident wurde beauftragt, zusammen mit dem OECD-Generalsekretär die Tagesordnung für das nächste, voraussichtlich am 23./24. Oktober 1978 stattfindende CES zu bestimmen.

Genehmigen Sie, Herr Botschafter, Herr Generalkonsul, die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

HANDELSABTEILUNG

Dienst für Landwirtschaftsfragen

Beilage

- 3 -

Kopie mit Beilage an:

Herrn Botschafter A. Weitnauer, Generalsekretär des EPD
Schweizerische Nationalbank, Zürich (2)
Schweizerische Nationalbank, Bern
Finanz- und Wirtschaftsdienst des EPD (2)
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe, EPD (2)
Amt für Energiewirtschaft
Finanzverwaltung (2)
Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
Delegierter für Konjunkturfragen und Arbeitsbeschaffung
Abteilung für Landwirtschaft, EVD
Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, Zürich (2)

HH. Dir, Rb, Ja, D, Bt, Mo, Hf, So, Ly, vT, Lu, Ro, Jag/Mt, An
OECD-Dienst und internationale Währungsfragen (2)
Dienst für Welthandelsfragen (2)
Dienst für Entwicklungspolitik (2)
Dienst für internationale Industriefragen
Dienst für autonome Aussenwirtschaftspolitik
Dienst für multilaterale Landwirtschaftsfragen
Dienst für wirtschaftliche Zusammenarbeit Ost-West
Integrationsbüro